Nouvelle campagne du Réseau “Sortir du nucléaire“

Dossier de presse

www.sortirdunucleaire.org/tous-concernes

Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !

Début mars, nous commémorions les deux ans de l'accident de Fukushima ; fin avril, nous nous rappelions le triste anniversaire de Tchernobyl. Ces deux catastrophes ont provoqué la contamination de régions entières par des poisons radioactifs pour des siècles. Mais l'ampleur de ces désastres ne doit pas faire oublier les pollutions moins connues mais bien réelles générées par l'industrie nucléaire dans son fonctionnement « régulier »…

En effet, derrière l'image d'Épinal d'un cycle nucléaire « vertueux », du recyclage des déchets et d'installations bien contrôlées, se cache une réalité peu avenante. Extraction de l'uranium, fabrication du combustible nucléaire, utilisation dans les réacteurs, « retraitement » des déchets, projets d'enfouissement : toutes ces étapes s'accompagnent de pollutions radioactives importantes, exposent les populations à des risques constants, occasionnent d'innombrables transports de matières dangereuses et produisent des déchets ingérables, qui resteront nocifs pendant des milliers d'années… et génèrent également des matériaux qui pourront être détournés pour un usage militaire.

Et que dire des atteintes aux droits humains provoquées par l'implantation de mines d'uranium sur les territoires de peuples autochtones, qui mène à la dévastation de leurs terres ancestrales ? Des problèmes éthiques posés par l'enfouissement des déchets, héritage empoisonné laissé aux générations futures ?

Pour rappeler que le nucléaire n'a pas besoin d'accident pour empoisonner nos vies, **le 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" a lancé une nouvelle campagne nationale intitulée « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! ».** Cette dernière a pour vocation d'éclairer tous ces aspects méconnus de la « chaîne de l'uranium » et de montrer qu'il est grand temps d'en finir avec cette énergie sale, pour ouvrir enfin la voie aux alternatives !

Sommaire

I Petits rappels sur une chaîne du combustible sale et non maîtrisée *4*

- La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète *4*
  - Focus – L'extraction de l'uranium, catastrophe écologique et non-respect des droits de l'Homme *4*
- Arrivé en France, l'uranium subit de nombreuses transformations *6*
- Même sans accident, l'utilisation dans les réacteurs génère des pollutions *7*
- Les déchets, un héritage impossible à gérer *7*
- Une multitude de transports à hauts risques *8*

II Nouvelle campagne « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! » *9*

- Informations sur la campagne et calendrier des actions *9*
- Pétition contre l'implantation d'une mine d'uranium en Arctique *10*
- Marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire : sur la route de l'uranium avec les Aborigènes *11*
  - Témoignage de Kado Muir, Aborigène et participant à la Marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire *12*

III Carte des installations nucléaires en France *14*

Contacts *15*

Petits rappels sur une chaîne du combustible nucléaire sale et non maîtrisée

La France, pays le plus nucléarisé au monde, compte 58 réacteurs. Mais derrière les centrales, qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg, se cache toute une industrie de l'uranium. Présentée comme un "cycle vertueux" par le lobby de l'atome, cette industrie constitue en réalité une chaîne du combustible sale, polluante et non-maîtrisée de la mine jusqu'aux déchets. Extraction, transformation, enrichissement, combustion, retraitement, utilisation militaire, chaque étape engendre des pollutions radioactives, génère tous les jours des transports dangereux, expose les populations à des risques majeurs et produit des déchets qui resteront radioactifs et nocifs pendant des milliers d'années…

Ces différentes étapes sont récapitulées sur notre site, notamment par une vidéo explicative de la chaîne de l'uranium : www.sortirdunucleaire.org/tous-concernes

La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète

La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète, principalement au Niger, au Kazakhstan, au Canada et en Australie. Après avoir été extrait de la roche, l'uranium subit ses premières transformations pour devenir une pâte jaune, le yellow cake, qui est ensuite acheminé en France, par bateau jusqu'aux ports de Sète et du Havre et poursuit son long et dangereux périple à travers l'Hexagone.

Focus - L'extraction de l'uranium : catastrophe écologique et non-respect des droits de l'Homme

La dernière mine d'uranium française a fermé en 2001. Notre pays puise désormais dans des mines d'uranium situées aux quatre coins de la planète : Niger, Kazakhstan, Australie, Canada… On retrouve également des mines aux Etats-Unis, en Inde, en Finlande et dans de nombreux pays africains. Derrière cette diversité de pays, on retrouve régulièrement les mêmes problématiques : contaminations irréversibles et bénéfice nul voire expulsion pour les populations locales.

Une industrie destructrice pour l'environnement

La plupart des mines d'uranium sont à ciel ouvert, répandant sur des kilomètres des poussières radioactives et du gaz radon qui contaminent l'air et l'environnement. Lors de l'extraction du minerai, les roches présentant une concentration trop faible en uranium (les « stériles ») sont abandonnées sur place ; pour autant, elles contiennent de nombreux autres éléments radioactifs.
Le minerai est ensuite concassé et « lixivié », c'est à dire traité avec de l'eau et des solvants comme l'acide sulfurique. Le produit final, appelé « yellow cake », sera conditionné et envoyé vers les installations nucléaires. Les boues résultant du processus, très radioactives et chargées de produits chimiques, sont laissées dans des bassins de décantation à l'air libre.

Ces processus consomment donc de grandes quantités d'eau, puisant dans des écosystèmes fragiles. En Australie, la mine d'Olympic Dam pompe quotidiennement 30 millions de litres dans le plus grand bassin artésien du monde. Au Nord-Niger, les mines d'Arlit puisent dans une nappe d'eau fossile, qui menace de s'épuiser. Les poussières

radioactives, les stériles miniers et boues de décantation constituent aussi une source de pollution pour les eaux potables.

Les anciennes mines constituent également une source importante de pollution. Le réaménagement de la mine de Mounana, au Gabon, comporte de graves lacunes : site non sécurisé, matériaux radioactifs oubliés sur place ou « recyclés » en objets de la vie quotidienne malgré leur dangerosité... Au Etats-Unis, dans la région des Black Hills (Dakota du Sud), aucun des 7000 puits n'a été décontaminé ni même rebouché, si bien que la population autochtone connaît un taux de cancer des poumons supérieur de 30 % à celui de la moyenne états-unienne.

Des conditions sociales désastreuses

Sous-payés, les mineurs bénéficient de protections dérisoires ; ce n'est qu'après 15 ans d'exploitation que ceux de la mine d'Arlit, au Niger, ont été équipés de masques et de combinaisons. Beaucoup souffrent de cancers du poumon, qui ne sont pas reconnus par les compagnies minières.

Par ailleurs, l'implantation des mines va aussi de pair avec la destruction de zones agricoles. À Arlit, au Niger, les mines et la pollution ont détruit les zones pastorales des Touaregs.

Néocolonialisme et non-respect des droits de l'Homme

Des rapports néocolonialistes subsistent entre la France et ses anciennes colonies africaines, qui lui permettent d'acheter l'uranium à bas prix en faisant miroiter un hypothétique développement. Pourtant, les populations locales ne retirent aucun bénéfice de l'exploitation des ressources de leur sous-sol. Après avoir vendu de l'uranium à la France pendant plus de 40 ans, le Niger reste l'un des pays les plus pauvres du monde.

Par ailleurs, un triste schéma se répète fréquemment : l'implantation d'une multinationale de l'industrie extractive sur les territoires de peuples autochtones (Touaregs, Aborigènes, Amérindiens, Inuits, Adivasis…). Pour ceux-ci, cela ne signifie pas seulement le saccage d'un lieu de vie et de leurs moyens de subsistance (pâturages ravagés, disparition de la faune sauvage…), mais également la perte de territoires ancestraux d'une grande importance pour leur culture, qui revêtent parfois une dimension sacrée.

Dans de très nombreux cas, les populations en questions ont été expulsées (Aborigènes en Australie, Amérindiens aux Etats-Unis…) ou leur avis n'a pas été pris en compte. La mine de Ranger, une des plus grandes du monde, a été ouverte en 1980 contre la volonté des Aborigènes.

Face à la résistance des populations, les multinationales ont également recours à toutes sortes de pression sur les autorités locales, offrant d'alléchantes contreparties financières, faisant miroiter des promesses d'emplois locaux. Dans la majorité des cas, les populations sont tenues à l'écart du processus décisionnel, ou leur consentement est extorqué au terme d'un processus biaisé, sans qu'elles reçoivent d'informations sur les impacts de l'exploitation minière.

Cette spoliation des terres constitue une atteinte aux droits de l'Homme., si bien que l'Assemblée Générale des Nations Unies s'est dotée en 2007 d'un nouvel outil afin de

protéger les droits des peuples autochtones. L'article 8 demande que « Les États mettent en place des mécanismes de prévention et de réparation efficaces visant tout acte ayant pour but ou pour effet de les déposséder de leurs terres, territoires ou ressources ».

Pour en savoir plus : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Extraction

Arrivé en France, l'uranium subit de nombreuses transformations

L'uranium naturel n'étant pas suffisamment concentré, il faut l'enrichir pour pouvoir l'utiliser dans les réacteurs. Il subit donc de nombreuses transformations, qui nécessitent de le transporter d'un lieu à l'autre.

Il est tout d'abord envoyé, par train, à **l'usine Comurhex de Malvési**, près de Narbonne (Aude), pour y être "purifié" et transformé en un dérivé fluoré, l'UF4. Ce site, sur lequel sont stockés de nombreux produits radioactifs et chimiques, traite 26 % de la production mondiale d'uranium, ce qui en fait la porte d'entrée du nucléaire français et d'une bonne partie de l'industrie nucléaire mondiale. Près de 60 tonnes d'UF4 en sortent chaque jour.

L'UF4 est ensuite envoyé à **l'usine Comurhex de Pierrelatte, sur le site du Tricastin**, pour subir un processus de « conversion » : il est transformé en hexafluorure d'uranium (UF6), une substance chaude et liquide, qui restera entreposée sur place pendant plusieurs jours pour refroidir et cristalliser. Cette activité n'est pas anodine. De nombreux incidents ont été répertoriés sur ce site et l'Autorité de Sûreté Nucléaire considère ses résultats en matière de sûreté comme insuffisants.

L'UF6 est ensuite envoyé vers les usines d'enrichissement d'uranium. En France, **l'enrichissement est réalisé à l'usine George Besse, elle aussi située sur le site du Tricastin,** par un processus de centrifugation gazeuse.

Cette étape permet de réaliser que la séparation entre nucléaire « civil » et « militaire » est bien mince. En effet, le procédé d'enrichissement est le même que celui qui permet de fabriquer les matériaux pour les bombes : il suffit pour cela de laisser l'uranium plus longtemps dans la centrifugeuse. Par ailleurs, l'enrichissement de l'uranium génère un sous-produit, l'uranium appauvri. Très recherché pour sa dureté et sa densité, il permet de fabriquer des armes dotées d'un fort pouvoir pénétrant et incendiaire qui ont été massivement utilisées dans les conflits des Balkans, en Irak et en Afghanistan. Dans les zones qui ont été le plus frappées, on a constaté une hausse spectaculaire des malformations infantiles et des cancers.

Après enrichissement, la poudre d'uranium est conditionnée sous forme de pastilles qui sont placées dans des tubes, également appelés "crayons", formant les barres de combustible. Cette activité est réalisée **à Romans-sur Isère, à l'usine FBFC**, filiale d'AREVA, premier producteur mondial de combustible pour les réacteurs du même type que ceux utilisés en France. Hautement radioactif, ce combustible est ensuite acheminé vers les 19 centrales nucléaires françaises, le plus souvent par train dans des conteneurs spéciaux appelés CASTOR.

Même sans accident, l'utilisation dans les réacteurs génère des pollutions

Lors de l'utilisation dans les réacteurs, la réaction de fission génère de nouveaux produits radioactifs particulièrement dangereux, qui se retrouveront dans les déchets. Toute la radioactivité

ne peut pas être confinée, si bien que les centrales émettent régulièrement des rejets liquides et gazeux dans l'environnement. Une étude allemande et une étude française ont toutes les deux constaté une corrélation entre le fait d'habiter près d'une centrale et l'accroissement du taux de leucémies infantiles.

Les déchets, un héritage impossible à gérer

Le « retraitement », une option inutile, coûteuse et dangereuse

Après utilisation dans les réacteurs, le combustible usé est stocké dans des piscines pour 18 mois, avant d'être envoyé à l'usine Areva de La Hague (Manche), premier opérateur mondial du «traitement » du combustible. Présentée abusivement comme du recyclage par l'industrie, cette opération consiste juste à séparer les différents radio-éléments qui composent le combustible usé : 95 % d'uranium, 1 à 2 % de plutonium et 4 % de produits de fission et actinides mineurs. Ces derniers, qui contiennent plus de 99 % de la radioactivité, sont coulés dans du verre. Les déchets vitrifiés issus des firmes électriques étrangères sont ensuite renvoyés dans leur pays d'origine tandis que les déchets français restent entreposés sur place dans l'attente d'une hypothétique solution.

Le plutonium ainsi obtenu est réutilisé pour la fabrication des bombes nucléaires... et également mélangé avec de l'uranium appauvri pour fabriquer un combustible dénommé MOX. Plus chaud et plus réactif que le combustible classique, le MOX doit être utilisé avec des précautions supplémentaires. Il alimente 20 réacteurs en France.

Le « retraitement » ne permet pas de diminuer la dangerosité des déchets. En revanche, il génère des rejets extrêmement importants de produits chimiques et radioactifs qui se dispersent ensuite dans la Manche. Des traités internationaux ont tenté de les interdire, sans succès.

Véritable bombe à retardement, l'usine de La Hague présente l'une des plus hautes concentrations de matières radioactives du monde. Fin 2010, 9670 tonnes de combustibles usés y étaient stockés, ainsi que plusieurs dizaines de tonnes de plutonium (rappelons que quelques kilos de plutonium suffisent pour fabriquer d'une bombe). Or le site de La Hague a récemment fait l'objet de plusieurs mises en demeure de la part de l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour non respect de la réglementation.

Dangereux, inutile, le « retraitement » est également coûteux. En 2000, un rapport rédigé par plusieurs économistes a mis en évidence les surcoûts colossaux qu'il engendre.

Déchets nucléaires : ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

Les déchets les plus radioactifs, dont la dangerosité persistera des millions d'années, pourraient d'ici 2025 être envoyés à Bure, dans la Meuse. Ils seraient enfouis à 500m de profondeur dans une installation gigantesque dénommée Cigéo, destinée à accueillir jusqu'à 100 000 m3 de déchets. À partir de 2025, les convois de déchets pourraient se succéder au rythme de plusieurs par semaine pendant cent ans.

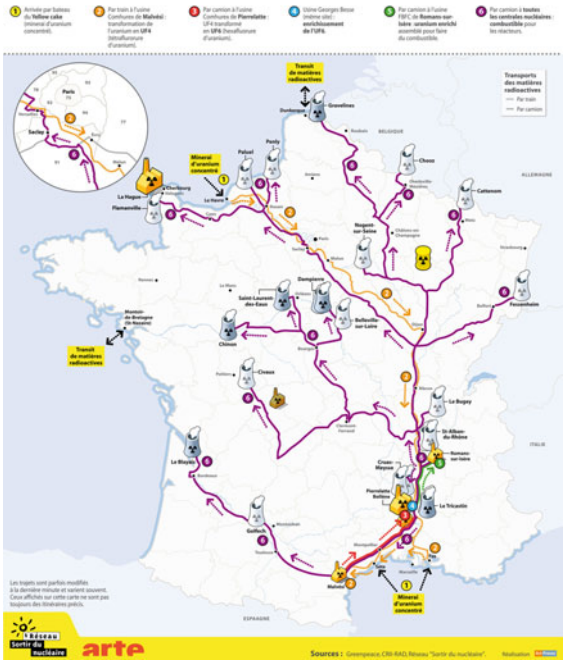
Pour l'Andra (Agence pour la gestion des déchets radioactifs), le projet est sûr. Mais c'est occulter les nombreuses preuves de l'absence de fiabilité géologique du sous-sol et les risques que le site « fuie » un jour, provoquant une remontée de la radioactivité en surface. Il est d'ailleurs avéré que la durée de vie des conteneurs ne dépassera pas quelques siècles.

Les communes et départements concernés reçoivent de très généreuses subventions afin qu'elles acceptent l'enfouissement. Mais derrière ces richesses passagères, se cache un véritable cadeau empoisonné pour les générations futures.

Des transports incessants qui multiplient les risques d'accident

Toutes les étapes de la chaîne du combustible génèrent des transports dangereux et incessants. Par bateaux, trains (900 000 colis par an sur les voies en France !) ou camions, des substances radioactives circulent en permanence dans l'Hexagone, augmentant ainsi les risques d'accident ou de malveillance.

Pour en savoir plus : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Transports-nucleaires



Cartes des transports de matières nucléaires (combustible, MOX, déchets, déchets étrangers) réalisées en partenariat avec Arte en 2011, à retrouver sur notre site : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Carte-de-France-des-transports-de

La campagne
« Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! »

Pourquoi cette campagne ?

Nous souhaitons montrer à travers cette campagne que le nucléaire, même en l'absence d'accident majeur, est dangereux et polluant. Alors que l'industrie du nucléaire propage abusivement l'image d'un « cycle vertueux », nous voulons mettre en évidence toutes ces pollutions mal connues qui adviennent tout au long de la chaîne du combustible nucléaire, ainsi que tous les déchets produits. Notre but est également de faire prendre conscience aux citoyens des pollutions et des trafics de matières nucléaires qui se déroulent tout près de chez eux, et de leur permettre d'agir !

Qui organise ?

Lancée par le Réseau "Sortir du nucléaire", cette campagne est relayée par les groupes antinucléaires locaux, ainsi que par toute personne de bonne volonté désireuse de diffuser de l'information.
Cette campagne fera intervenir certains de nos partenaires nationaux, comme le syndicat Sud-Rail, l'association Survie… et également certains partenaires internationaux investis contre les transports de déchets, les mines d'uranium…

Le calendrier des actions

Lancée lors du « Chernobyl-Day » (jours de commémoration de la catastrophe de Tchernobyl du 25 au 28 avril), cette campagne a débuté avec plusieurs actions fortes près de différentes installations nucléaires pour « barrer la route à l'uranium », notamment en **dévoilant les trajets empruntés par les convois de matières radioactives.** Voir une rétrospective ici : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Ils-ont-barre-la-route-a-l-uranium

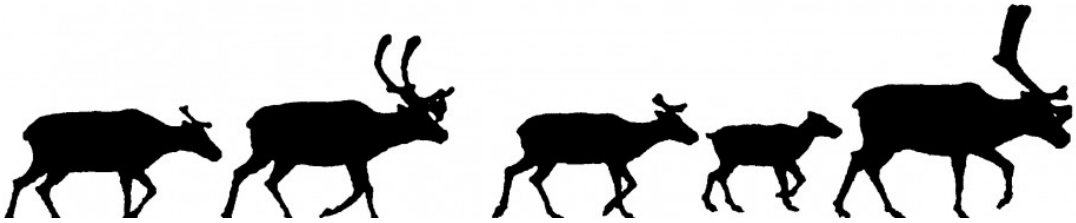
Pendant cette première phase, qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'été, la campagne se déroule en faisant écho au « débat national sur la transition énergétique », qui occulte singulièrement la question du risque nucléaire, ainsi qu'au débat sur les déchets radioactifs qui a été lancé le 15 mai.

De nombreuses mobilisations, actions de veille contre les transports de matière nucléaire sont prévues. Une double action de blocage des installations de transformation de l'uranium devant l'usine Comurhex de Malvési et le site du Tricastin a eu lieu le 19 juin, organisée par les collectifs Stop Uranium et Stop Tricastin (compte-rendu : groupes.sortirdunucleaire.org/blocage-malvesi-tricastin).

En lien avec la campagne, **marche dans la vallée du Rhône avec la participation d'Aborigènes australiens aura lieu de fin juin à fin juillet**. Destinée à alerter sur les risques de l'exploitation de l'uranium, la marche fera halte devant de nombreuses installations nucléaires. Afin de dénoncer la pollution occultée de ces mêmes installations, des scandales et **recours juridiques** seront rendus publics tout au long de la marche.

Par ailleurs, une pétition lancée le 25 juin interpellera les autorités quant à la menace d'une mine d'uranium au Nunavut, le territoire des Inuits.

Pétition contre l'implantation d'une mine d'uranium en Arctique



25 juin : lancement d'une pétition en soutien à la population Inuit, qui se bat contre l'implantation d'une mine d'uranium sur son territoire.

Le Nunavut, immense territoire du Grand Nord canadien est habité par le peuple Inuit. Fragilisés par le changement climatique, cet écosystème et ce peuple sont maintenant menacés par Areva, qui convoite les richesses du sous-sol. Pollution des sols et des eaux, saccage des zones de chasse, contaminations à venir pour les habitants : **voilà les bouleversements qui attendent les Inuits si rien n'est fait pour stopper cette firme prédatrice**, qui projette d'implanter quatre mines à ciel ouvert et une mine souterraine près de la petite ville de Baker Lake.

Areva tente d'extorquer le consentement des autorités locales et de la population à grands coups de cadeaux et de promesses d'emplois mais occulte les impacts environnementaux et sanitaires réels de ces mines d'uranium. Ces manœuvres rendent difficile la résistance des Inuits et de la seule organisation environnementale du Nunavut, Makita.

Pour dénoncer les manipulations d'Areva et soutenir le peuple Inuit, le Réseau « Sortir du nucléaire » lance une pétition. Une fois un nombre significatif de signatures collectées, une lettre sera remise à plusieurs cabinets ministériels pour leur demander l'abandon du projet, l'État français étant actionnaire majoritaire d'Areva.

Cette pétition est en ligne sur notre site : www.sortirdunucleaire.org/areva-nunavut

Marche internationale
pour la paix et un monde sans nucléaire

Pourquoi cette marche ?

Avec ses 14 réacteurs nucléaires, ses usines d'enrichissement de l'uranium et de fabrication du combustible et ses sites de stockage de déchets, la vallée du Rhône est la région la plus nucléarisée d'Europe. Pourtant, ses habitants ne sont pas souvent conscients d'être entourés d'installations nucléaires, et bien peu réalisent les impacts de l'exploitation de l'uranium.

En se déplaçant d'une installation à l'autre, les marcheurs interpelleront les citoyens sur les dangers de l'industrie nucléaire et la chaîne du combustible, avec un focus spécial sur les mines d'uranium. En particulier, des marcheurs aborigènes viendront d'Australie pour parler des désastres de l'industrie extractive dans leur pays.
Les revendications des marcheurs sont les suivantes : arrêt du nucléaire civil et militaire en France et à l'étranger, fermeture des mines d'uranium et arrêt des expulsions de peuples autochtones, pas d'enfouissement des déchets nucléaires et développement d'alternatives énergétiques.

Chaque passage devant un site nucléaire fournira l'occasion d'un débat, d'information aux habitants… **et aussi de dévoiler des scandales liés aux installations.**

Qui organise ?

Cette marche est à l'initiative de militants soutenus par l'association « Footprint for Peace » et le Réseau « Sortir du nucléaire ». Des groupes locaux du Réseau « Sortir du nucléaire » se chargeront de l'accueil sur différentes étapes. Bien évidemment, **les aborigènes seront au cœur de cette marche**, pour rappeler les problématiques de l'extraction de l'uranium : contamination, expulsion, non-respect des droits de l'Homme…
Des participants de nombreux pays (Australie, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Niger…) sont attendus. Ouverte à tous, elle se déroulera dans un esprit pacifiste. Chacun pourra la rejoindre, que ce soit pour quelques heures ou plusieurs jours.

Calendrier et parcours :

La marche débutera le 1er juillet à Narbonne et se terminera le 27 juillet au Bugey. Elle passera notamment par Béziers, Montpellier, Valence, Bourgoin-Jallieu… Des arrêts seront prévus sur les sites de Malvési, Marcoule, Tricastin, l'usine de combustible FBFC, Superphénix, la centrale du Bugey… Le trajet complet peut être retrouvé sur le site http://marche2013.sdnyonne.lautre.net/

En amont de la marche, plusieurs points presse seront organisés : le 25 juin à Paris, le 26 juin à Valence et le 27 juin à Narbonne. Pour plus d'informations, contacter Charlotte Mijeon, chargée de communication (charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr - 06 64 66 01 23).

Témoignage de Kado Muir, aborigène et participant à la marche internationale pour la paix et contre le nucléaire.

Kado Muir est né en 1970 dans l'Ouest de l'Australie, à Leonora. Artiste et anthropologue, c'est aussi un militant pour les droits des populations autochtones. Son combat vise à maintenir et protéger la culture, l'environnement et les territoires aborigènes. Il sera présent sur la marche internationale pour la paix et contre le nucléaire.

Qu'est-ce que l'exploitation de l'uranium représente pour vous ?

Sur nos territoires de l'Ouest australien, nous n'avons pas de mine en activité à l'heure actuelle, mais nous connaissons déjà les méfaits des activités extractives sur l'environnement et sur la culture aborigène. Nous avons vu les dégâts qu'elles causent dans d'autres régions aborigènes en Australie, c'est pourquoi nous luttons contre l'implantation de nouvelles mines sur nos territoires.

Les mines actuelles sont au Sud de l'Australie et dans les territoires du Nord. En plus de la contamination à la radioactivité de l'air et des sols, les réserves en eaux du grand bassin artésien sont menacées, surtout dans le Sud, où le climat est très sec.

Pour vous, l'industrie minière menace-t-elle la culture aborigène ? Si oui, comment cela se traduit-il ?

Notre culture millénaire est basée sur la cohésion avec la nature et les êtres vivants. Notre communauté aborigène du Bush australien vit de la chasse, notamment des kangourous et des émeus, et aussi de la cueillette de fruits et de graines. Nous sommes donc très préoccupé par les impacts des mines d'uranium sur l'environnement. Sur les territoires aborigènes, de nombreuses sources ont une signification spirituelle et l'extraction de l'uranium provoque la raréfaction de ces ressources en eau, en plus de leur contamination par des éléments radioactifs.

Notre plus grande peur c'est que là où les industries extractives vont implanter des mines d'uranium, les plantes et les animaux ne seront plus comestibles, car contaminés par la radioactivité et l'eau ne sera plus potable. Tout ceci va empoisonner nos terres pour les générations à venir.

La menace vient aussi du fait que l'implantation de mines d'uranium réduit l'accès à nos terres et nous empêche d'accéder à de nombreux lieux de rituels. Nous ne sommes plus capables de maintenir la pratique de notre culture, basée sur le récit d'histoires traditionnelles et sur la visite d'endroits sacrés.

Les essais nucléaires des années 1950 à 1970 ont été à l'origine de grands déplacements de populations autochtones. Les gens ont été placés dans des camps de réfugiés, ce qui a causé beaucoup de dommages sur la culture aborigène, traditionnellement connectée à la terre. Les répercussions sociales sur ces communautés sont catastrophiques. Le gouvernement australien ne s'est jamais soucié du fait que les communautés vivant dans des camps de réfugiés avaient besoin de

poursuivre leurs traditions. Elles ont été forcés à adopter la culture occidentale et ont dû adhérer malgré elles à une civilisation différente de la leur. Les essais nucléaires ont provoqué une violente transition à l'économie de marché, introduisant la perte de l'accès aux terres, à nos cultures ancestrales et notre habilité à poursuivre l'éducation des enfants dans cette tradition aborigène.

Voilà l'enfer de la chaîne de l'uranium, d'un côté nous avons des mines, et de l'autre côté des essais nucléaires dévastateurs, sans parler de l'enfouissement des déchets radioactifs, autre étape dévastatrice imposée aux communautés aborigènes sur leur territoire.

Est-ce que vous avez peur pour l'avenir de vos enfants ?

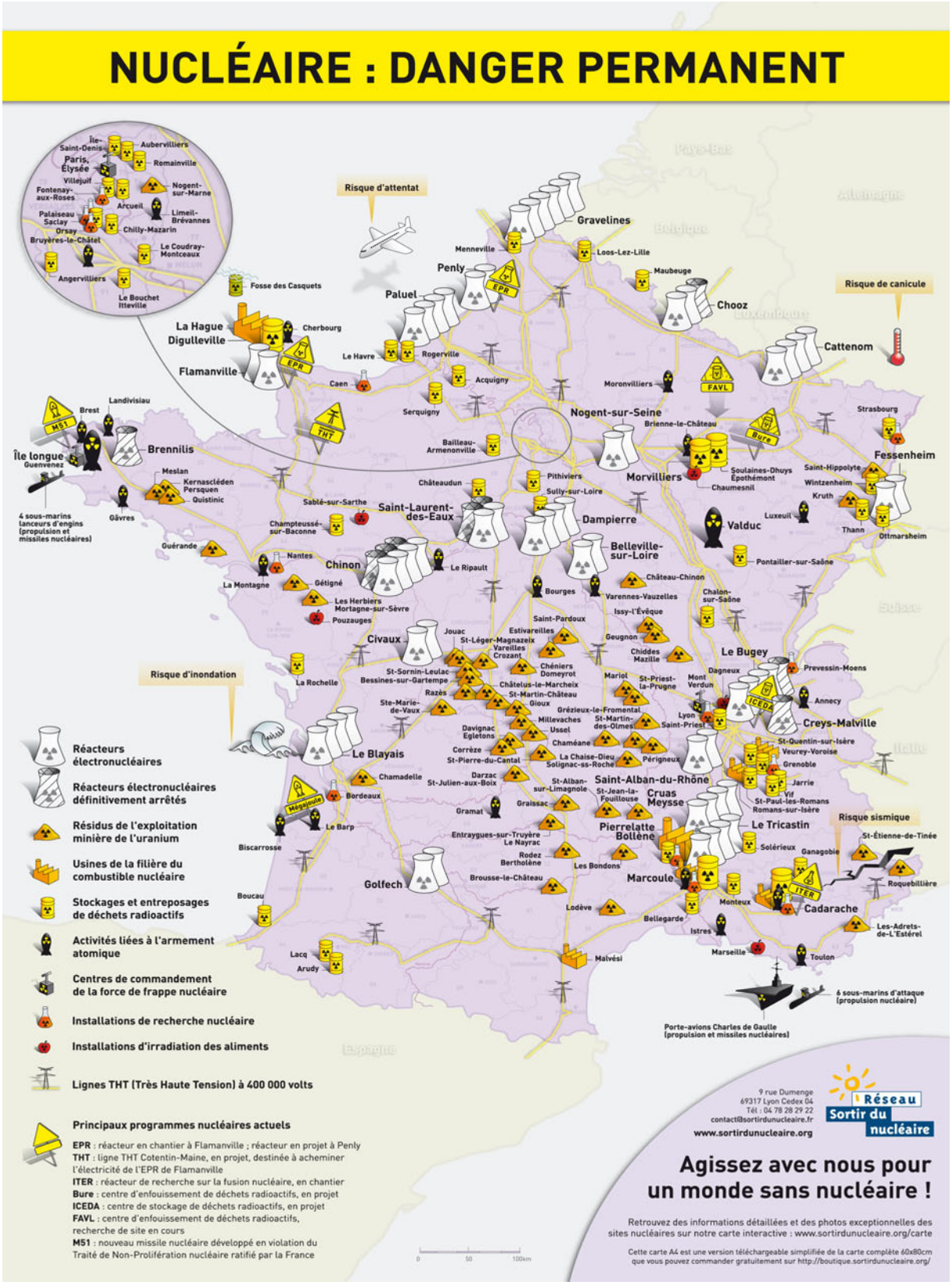
Je ne suis pas confiant pour leur avenir, car il devient de plus en plus difficile de poursuivre leur éducation dans notre langue, notre culture, notre histoire…
Le gouvernement australien force nos enfants à apprendre l'anglais. Pour eux, c'est souvent une seconde langue, si bien qu'ils sont pénalisés s'ils veulent faire des études car tous les cursus sont en anglais. Ce qui se passe c'est que la population traditionnelle est mise à l'écart et les étudiants aborigènes ont jusqu'à 6 ans de retard dans leur cursus, en comparaison avec le reste de la population australienne, en plus de la faible reconnaissance de la part du gouvernement australien, ce qui ne fait que perpétuer ce cercle vicieux pour la population traditionnelle.

En 2007, la communauté internationale a adopté la déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones. 143 pays ont voté en faveur de cette déclaration, et 4 l'ont rejeté, dont l'Australie. Comment avez-vous réagit à ce rejet ?

Quand le gouvernement australien a rejeté la déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones, nous avons été particulièrement blessés, mais dans le même temps, nous aurions dû nous attendre à se genre de comportement de sa part. Considérant que cette déclaration fait partie intégrante de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pour nous, cela voulait dire que le gouvernement australien rejetait notre droit à accéder aux standards universels de protection des droits humains.

Et même aujourd'hui, alors que cette déclaration a été adoptée au niveau international depuis 2007, l'Etat australien n'a rien fait pour introduire de manière effective cette déclaration.

Les installations nucléaires en France



Carte téléchargeable sur notre site : http://www.sortirdunucleaire.org/carte/

Retrouvez les différentes étapes de la campagne et les actions prévues sur le site www.sortirdunucleaire.org/tous-concernes

Les actualités de la campagne seront relayées par un fil d'info et par notre compte twitter @sdnfr, avec le mot clé #nucleairetousconcernes.

Contacts

Laura Hameaux, chargée de campagne :
laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr - 06 85 23 05 11

François Mativet, administrateur référent :
francois.mativet@sortirdunucleaire - 06 03 92 20 13

Charlotte Mijeon, chargée de communication :
charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr - 06 64 66 01 23